

5052H 52813

910

(1938-39)

Présidence du Conseil

ARRÊTÉ portant nominations au comité de réorganisation administrative.

Comité de réorganisation administrative.

Le président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre, et le ministre des finances,

Sur la proposition du comité de réorganisation administrative;

Vu le décret du 12 novembre 1938;

Vu les arrêtés des 12 et 16 décembre 1938,

Arrêtent:

Art. 1^{er}. — M. Maurice Lagrange, maître des requêtes au conseil d'Etat, est désigné pour faire partie de la mission du comité de réorganisation administrative chargée des questions spéciales (fonctionnaires); en qualité de rapporteur.

Art. 2. — M. Berthelot, ingénieur au corps des mines, est désigné, en remplacement de M. Surleau, pour faire partie de la mission du comité de réorganisation administrative accréditée auprès du ministre des travaux publics, en qualité de conseiller technique pour

les questions concernant la Société nationale des chemins de fer français.

Art. 3. — Le président du comité de réorganisation administrative est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Paris, le 24 mai 1939.

Le président du conseil, ministre
de la défense nationale et de la
guerre,

EDOUARD DALADIER,

Le ministre des finances,
PAUL REYNAUD.

PRÉSIDENCE DU CONSEIL

Comité de réorganisation administrative.

Le président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre, et le ministre des finances,

Sur la proposition du comité de réorganisation administrative;

Vu le décret du 12 novembre 1938;

Vu les arrêtés des 12 et 16 décembre 1938 et du 8 mars 1939,

Arrêtent :

Art. 1er. — Sont désignés, pour faire partie des missions suivantes constituées auprès du comité de réorganisation administrative et pour lui présenter des rapports :

Vice-présidence du conseil.

(Questions d'Alsace-Lorraine.)

M. Brunot, ingénieur des ponts et chaussées.

Intérieur.

M. Bloch, ingénieur des ponts et chaussées.

Travaux publics.

M. Gonon, ingénieur des ponts et chaussées.

Air.

M. Pages, ingénieur des manufactures de l'Etat, en remplacement de M. Grimanelli, dont la démission est acceptée.

Art. 2. — Le président du comité de réorganisation administrative est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Paris, le 8 avril 1939.

Le président du conseil, ministre
de la défense nationale et de
la guerre,

ÉDOUARD DALADIER

Le ministre des finances,
PAUL REYNAUD

Extrait du Journal officiel

Lois et décrets du 24 Jan 1939

Arrêté du 8 Mars 1939

Comité de réorganisation administrative.

Comité de réorganisation administrative.

Le président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre, et le ministre des finances,

Sur la proposition du comité de réorganisation administrative,

Vu le décret du 12 novembre 1938;

Vu les arrêtés des 12 et 16 décembre 1938,

Arrêtent:

Art. 1^{er}. — Sont désignés pour faire partie des missions suivantes constituées auprès du comité de réorganisation administrative et pour lui présenter des rapports:

Vice-présidence du conseil.

(Questions d'Alsace-Lorraine.)

M. Schweitzer, inspecteur des finances.

Travaux publics.

M. Ferron, ingénieur des postes, télégraphes, téléphones.

M. Gruson, inspecteur des finances.

Agriculture.

M. Labrousse, ingénieur des postes, télégraphes, téléphones.

Travail.

M. Guionin, auditeur au conseil d'Etat, en remplacement de M. Racine, dont la démission est acceptée.

Art. 2. — M. Jean Richard, inspecteur des finances, est nommé chef de la mission du comité de réorganisation administrative au ministère des travaux publics, en remplacement de M. François Richard, chargé provisoirement d'une autre mission et pour la durée de celle dernière.

Art. 3. — M. de Monsegou, maître des requêtes au conseil d'Etat, affecté en qualité de rapporteur à la mission chargée des questions spéciales (offices, concessions, économie mixte), est également affecté, en remplacement de M. Doublet, dont la démission est acceptée, à la mission chargée des questions spéciales (fonctionnaires).

Art. 4. — M. Oudiette, commissaire contrôleur de l'office national interprofessionnel du blé, est désigné pour faire partie, en qualité de conseiller technique, de la mission de l'agriculture.

Art. 5. — Le président du comité de réorganisation administrative est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Paris, le 8 mars 1939.

Le président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre,

ÉDOUARD DALADIER.

Le ministre des finances,

PAUL REYNAUD.

JOURNAL DU PARLEMENT FRANÇAIS DU 17 FÉVRIER 1939

LOIS ET DÉCRETS (P. 2202)

PRÉSIDENCE DU CONSEIL

Arrêtés portant nomination d'un rapporteur auprès du comité de réorganisation administrative.

PRÉSIDENCE DU CONSEIL

Comité de réorganisation administrative.

Le président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre, et le ministre des finances,

Sur la proposition du comité de réorganisation administrative,

Vu le décret du 12 novembre 1938;

Vu les arrêtés des 12 et 16 décembre 1938,

Arrêtent:

Art. 1^{er}. — M. Puvieux, intendant militaire de 1^{re} classe, est nommé rapporteur auprès du comité de réorganisation administrative et affecté, en cette qualité, à la mission du ministère de l'intérieur.

Art. 2. — Le président du comité de réorganisation administrative est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Paris, le 14 février 1939.

Le président du conseil, ministre
de la défense nationale et de
la guerre,

ÉDOUARD DALADIER.

Le ministre des finances,
PAUL REYNAUD.

LOIS ET DÉCRETS (p. 1104)

PRÉSIDENCE DU CONSEIL

Arrêté relatif au comité de réorganisation administrative.

**DÉCRETS, ARRÊTÉS
& CIRCULAIRES**

PRÉSIDENCE DU CONSEIL

Comité de réorganisation administrative.

Le président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre, et le ministre des finances,

Sur la proposition du comité de réorganisation administrative,

Vu le décret du 12 novembre 1938;

Vu l'arrêté du 12 décembre 1938,

Arrêtent:

Art. 1er. — Sont désignés pour faire partie des missions constituées auprès du comité de réorganisation administrative et pour lui présenter des rapports:

En qualité de chef de mission à la vice-présidence du conseil (questions d'Alsace-Lorraine).

M. Parent, conseiller maître à la cour des comptes.

En qualité de chef de la mission chargée des questions spéciales (fonctionnaires).

M. Colas des Francs de Parabère, inspecteur général des finances.

En qualité de rapporteurs affectés aux missions suivantes.

Justice.

M. Preyfass, ingénieur en chef des manufactures de l'Etat.

M. Solus, professeur à la faculté de droit de Paris.

Affaires étrangères.

M. de Segogne, maître des requêtes au conseil d'Etat.

Travaux publics.

M. Daval, ingénieur en chef des mines.

M. de Varine, ingénieur général des poudres.

Art. 2. — M. de Forbin, auditeur à la cour des comptes, affecté en qualité de rapporteur à la mission chargée des questions spéciales (fonctionnaires), est également affecté à la mission de la marine marchande.

Art. 3. — Sont désignés pour faire partie, en qualité de conseillers techniques des missions suivantes:

Mission des postes, télégraphes et téléphones: M. Rouvière, ingénieur en chef des postes et télégraphes.

Mission de l'agriculture: M. Roux, directeur général honoraire au ministère de l'agriculture.

Art. 4. — Le président du comité de réorganisation administrative est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Paris, le 23 janvier 1939.

Le président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre,

ÉDOUARD DALADIER.

Le ministre des finances,

PAUL REYNAUD.

Extrait du Journal officiel

Lois et décrets du 18 Décembre 1938

Arrêtés du 16 Décembre 1938, non nant de rapporteur

sur les du Comité de réorganisation administrative

PRÉSIDENCE DU CONSEIL

Comité de réorganisation administrative.

Rectificatif au Journal officiel du 13 décembre 1938: page 13959, 3^e colonne, art. 1^{er}, 19^e ligne, au lieu de: « Chalandon, auditeur de 1^{re} classe au conseil d'Etat », lire: « Chalandon, auditeur de 1^{re} classe à la cour des comptes ».

Le président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre, et le ministre des finances,

Sur la proposition du comité de réorganisation administrative;

Vu le décret-loi du 12 novembre 1938,

Arrêtent:

Art. 1^{er}. — Sont désignés pour faire partie des missions constituées auprès du comité de réorganisation administrative et pour lui présenter des rapports:

MM. Charbonneaux, ingénieur des mines.
André David, ingénieur du génie rural.
de Fouchier, inspecteur des finances.
Hilbert, ingénieur des postes et télégraphes.
Lafay, ingénieur des mines.
Lafay, ingénieur du génie rural.
Lécharny, ingénieur en chef des manufactures de l'Etat.

Art. 2. — Le président du comité de réorganisation administrative est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Paris, le 16 décembre 1938.

Le président du conseil, ministre
de la défense nationale et de la
guerre,

ÉDOUARD DALADIER.

Le ministre des finances,
PAUL REYNAUD.

Le président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre, et le ministre des finances,

Sur la proposition du comité de réorganisation administrative,

Vu le décret-loi du 12 novembre 1938;

Vu les arrêtés du 12 décembre 1938 et du 16 décembre 1938,

Arrêtent:

Art. 1^{er}. — Les rapporteurs désignés par les arrêtés du 12 décembre 1938 et du 16 décembre 1938 pour faire partie des missions constituées auprès du comité de réorganisation administrative sont répartis comme suit:

Présidence et vice-présidence du conseil.

M. Fl. Chardon, chef de mission.

M. Baron.

Justice.

M. de Font-Réaulx, chef de mission.

Affaires étrangères.

M. Giscard d'Estaing, chef de mission.

Intérieur.

M. Walter, chef de mission.

MM. Ardant, Brouillet, du Chaffaut, André David, Delaporte, Escoubé, Giguët, Ollive, Redouin, Thibaud, Valensi, Ziegel.

Finances.

M. Fouan, chef de mission.

MM. Berthoud, Chalandon, Terrin, de Tinguy du Pouët.

Education nationale.

M. Creggh, chef de mission.

MM. Heilbronner, Lemaire, Louis Leprince, Ringuet.

Beaux-arts.

M. Savin, chef de mission.

Travaux publics.

M. François Richard, chef de mission.

MM. Cardin, Charbonneaux, Chevalier, Fayot, Hilbert, Lécharny, Le Conte, Tézenas du Montcel.

Marine marchande.

M. Delseries, chef de mission.

MM. Fontaine, de Lesquen.

Economie nationale et commerce.

M. Marcotte de Sainte-Marie, chef de mission.

M. de Chomereau.

Postes, télégraphes et téléphones.

M. Tétreau, chef de mission.

MM. R. Gaspard, Salaün.

Agriculture.

M. de Chaffaut, chef de mission.

MM. Leroy-Jay, C. Merveilleux du Vignaux.

Travail.

M. H. Boissard, chef de mission.

MM. Chevalier, Lafay, Racine.

Santé publique.

M. de Thore, chef de mission.

M. Salaün.

Défense nationale et guerre.

M. Hamelin, chef de mission.

MM. Janet, Landron.

Marine.

M. A. Brunet, chef de mission.

M. Netter.

Air.

M. E. Mourre, chef de mission.

MM. Duval, Hannotin, Lucius, Willier.

Anciens combattants et pensionnés.

M. Priem, chef de mission.

MM. Letas, Millet.

Colonies.

M. Lorrain, chef de mission.

M. Le Conte.

Région parisienne.

M. Buquet, chef de mission.

MM. Ardant, Boulmer, Célier, Favier, Lafay, Louvet, Marcus, Morane.

QUESTIONS SPÉCIALES

I. — Fonctionnaires.

MM. Doublet, de Forbin, Leloup.

II. — Offices, concessions, économie mixte.

MM. Berthoud, de Monségou.

Art. 2. — Sont désignés pour faire partie, en qualité de conseillers techniques, des missions suivantes constituées auprès du comité de réorganisation administrative:

Présidence et vice-présidence du conseil.

M. Cheneaux de Leyritz, maître des requêtes au conseil d'Etat.

Justice.

M. Brouchet, président de chambre à la cour de Paris.

M. Bin, sous-directeur au ministère de la justice.

Affaires étrangères.

M. Rochat, directeur adjoint des affaires politiques.

Intérieur.

M. Louvel, inspecteur général des services administratifs.

M. Sabatier, directeur adjoint au ministère de l'intérieur.

Finances.

M. Devaux, sous-directeur au ministère des finances.

Education nationale.

M. Leconte, inspecteur général de l'instruction publique.

M. Pastouriaux, inspecteur général de l'enseignement technique.

Beaux-arts.

M. Perchet, chef de bureau.

Travaux publics.

M. Rleys, sous-directeur au ministère des travaux publics.

M. Lafay, ingénieur des mines.

Société nationale des chemins de fer français.

M. Surieau, directeur général adjoint.

Marine marchande.

M. André Brunet, inspecteur des finances.

Economie nationale.

M. Fourmon, inspecteur des finances.

Commerce.

M. Mathon, directeur adjoint au ministère du commerce.

Postes, télégraphes et téléphones.

M. Laffay, chef de bureau.

Agriculture.

M. Carrier, directeur général honoraire au ministère de l'agriculture.

M. Chavard, inspecteur général de l'agriculture.

Travail.

M. Belluteau, sous-chef de bureau.

M. Forlin, contrôleur des assurances sociales.

Santé publique.

M. Prenard, directeur honoraire au ministère de la santé publique.

M. Sarraz-Bournet, inspecteur général des services administratifs.

Défense nationale et guerre.

M. Beau, contrôleur de l'armée.

Marine.

M. Touchebeuf de Lussigny, contrôleur de 1^{re} classe de la marine.

Air.

M. Sordes, contrôleur général de l'aéronautique.

Anciens combattants et pensionnés.

M. Zaigue, intendant général.

Colonies.

M. Barthes, directeur du personnel au ministère des colonies.

Région parisienne.

M. Chabrun, directeur des finances à la préfecture de la Seine.

M. Vacolet, directeur du contrôle central et des contributions.

Art. 3. — Le président du comité de réorganisation administrative est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Paris, le 16 décembre 1938.

Le président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre,

ÉDOUARD DALADIER.

Le ministre des finances,

PAUL REYNAUD.

Extrait du Journal officiel

Lois et décrets du 18 Décembre 1938

Présidence du Conseil

Arrêtés du 16 Décembre 1938 relatifs aux missions
constituées auprès du Comité de réorganisation administrative

Le président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre, et le ministre des finances,

Sur la proposition du comité de réorganisation administrative;

Vu le décret-loi du 12 novembre 1938,

Arrêtent:

Art. 1^{er}. — Sont désignés pour faire partie des missions constituées auprès du comité de réorganisation administrative et pour lui présenter des rapports:

MM. Charbonneaux, ingénieur des mines.
André David, ingénieur du génie rural.
de Fouchier, inspecteur des finances.
Hilbert, ingénieur des postes et télégraphes.
Lafay, ingénieur des mines.
Lalloy, ingénieur du génie rural.
Lécharny, ingénieur en chef des manufactures de l'Etat.

Art. 2. — Le président du comité de réorganisation administrative est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Paris, le 16 décembre 1938.

Le président du conseil, ministre
de la défense nationale et de la
guerre,

ÉDOUARD DALADIER.

Le ministre des finances,
PAUL REYNAUD.

Le président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre, et le ministre des finances,

Sur la proposition du comité de réorganisation administrative,

Vu le décret-loi du 12 novembre 1938;

Vu les arrêtés du 12 décembre 1938 et du 16 décembre 1938,

Arrêtent:

Art. 1^{er}. — Les rapporteurs désignés par les arrêtés du 12 décembre 1938 et du 16 décembre 1938 pour faire partie des missions constituées auprès du comité de réorganisation administrative sont répartis comme suit:

Présidence et vice-présidence du conseil.

M. Fl. Chardon, chef de mission.

M. Baron.

Justice.

M. de Font-Réaulx, chef de mission.

Affaires étrangères.

M. Giscard d'Estaing, chef de mission.

Intérieur.

M. Walter, chef de mission.

MM. Ardant, Brouillet, du Chaffaut, André David, Delaporte, Escoubé, Giguët, Ollive, Redouin, Thibaud, Valensi, Ziegel.

Finances.

M. Fouan, chef de mission.

MM. Berthoud, Chalandon, Terrin, de Tinguy du Pouët.

Education nationale.

M. Gregh, chef de mission.

MM. Heilbronner, Lemaire, Louis Leprince-Ringuet.

Beaux-arts.

M. Savin, chef de mission.

Travaux publics.

M. François Richard, chef de mission.

MM. Cardin, Charbonneaux, Chevalier, Fayol, Hilbert, Lécharny, Le Conte, Tézenas du Montgel.

Marine marchande.

M. Desserles, chef de mission.

MM. Fontaine, de Lesquen.

Economie nationale et commerce.

M. Marcotte de Sainte-Marie, chef de mission.

M. de Chomereau.

Postes, télégraphes et téléphones.

M. Tétreau, chef de mission.

MM. R. Gaspard, Salafin.

Agriculture.

M. du Chaffaut, chef de mission.

MM. Leroy-Jay, C. Merveilleux du Vignaux.

Travail.

M. H. Boissard, chef de mission.

MM. Chevalier, Lafay, Racine.

Santé publique.

M. de Thore, chef de mission.

M. Salafin.

Défense nationale et guerre.

M. Hamelin, chef de mission.

MM. Janet, Landron.

Marine.

M. A. Brunet, chef de mission.

M. Netter.

Air.

M. E. Mourre, chef de mission.

MM. Duval, Hannotin, Lucius, Willier.

Anciens combattants et pensionnés.

M. Priem, chef de mission.

MM. Lefas, Millot.

Colonies.

M. Lorain, chef de mission.

M. Le Conte.

Région parisienne.

M. Buquet, chef de mission.

MM. Ardant, Boulmer, Céliér, Favier, Lafloy, Louvel, Marcus, Morane.

QUESTIONS SPÉCIALES

I. — Fonctionnaires.

MM. Doublet, de Forbin, Lelcup.

II. — Offices, concessions, économie mixte.
MM. Berthoud, de Monségou.

Art. 2. — Sont désignés pour faire partie, en qualité de conseillers techniques, des missions suivantes constituées auprès du comité de réorganisation administrative:

Présidence et vice-présidence du conseil.

M. Cheneaux de Leyritz, maître des requêtes au conseil d'Etat.

Justice.

M. Brouchet, président de chambre à la cour de Paris.

M. Blin, sous-directeur au ministère de la justice.

Affaires étrangères.

M. Rochat, directeur adjoint des affaires politiques.

Intérieur.

M. Louvel, inspecteur général des services administratifs.

M. Sabatier, directeur adjoint au ministère de l'intérieur.

Finances.

M. Devaux, sous-directeur au ministère des finances.

Education nationale.

M. Leconte, inspecteur général de l'instruction publique.

M. Pastouriaux, inspecteur général de l'enseignement technique.

Beaux-arts.

M. Perchet, chef de bureau.

Travaux publics.

M. Bleys, sous-directeur au ministère des travaux publics.

M. Lafay, ingénieur des mines.

Société nationale des chemins de fer français.

M. Surleau, directeur général adjoint.

Marine marchande.

M. André Brunet, inspecteur des finances.

Economie nationale.

M. Fourmon, inspecteur des finances.

Commerce.

M. Mathon, directeur adjoint au ministère du commerce.

Postes, télégraphes et téléphones.

M. Laffay, chef de bureau.

Agriculture.

M. Carrier, directeur général honoraire au ministère de l'agriculture.

M. Chavard, inspecteur général de l'agriculture.

Travail.

M. Belluteau, sous-chef de bureau.

M. Fortin, contrôleur des assurances sociales.

Santé publique.

M. Prénard, directeur honoraire au ministère de la santé publique.

M. Sarraz-Bournet, inspecteur général des services administratifs.

Défense nationale et guerre.

M. Beau, contrôleur de l'armée.

Marine.

M. Tenchebeuf de Lussigny, contrôleur de 1^{re} classe de la marine.

Air.

M. Sordes, contrôleur général de l'aéronautique.

Anciens combattants et pensionnés.

M. Zaigue, intendant général.

Colonies.

M. Barthes, directeur du personnel au ministère des colonies.

Région parisienne.

M. Chabrun, directeur des finances à la préfecture de la Seine.

M. Vacalet, directeur du contrôle central, et des contributions de l'inspection, de l'extension et des transports à la préfecture de la Seine.

Art. 3. — Le président du comité de réorganisation administrative est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Paris, le 16 décembre 1938.

Le président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre,

ÉDOUARD DALADIER.

Le ministre des finances,
PAUL REYNAUD.

Extrait du Journal officiel

Lois et décrets du 12 décembre 1938

Arrêté du 12 décembre 1938 nommant des rapporteurs
auprès du Comité de réorganisation administrative

Comité de réorganisation administrative.

Le président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre, et le ministre des finances,

Sur la proposition du comité de réorganisation administrative;

Vu le décret-loi du 12 novembre 1938,

Arrêtent:

Art. 1^{er}. — Sont désignés pour faire partie des missions constituées auprès du comité de réorganisation administrative et pour lui présenter des rapports:

MM.

Ardant, inspecteur des finances.

Auboyneau, inspecteur des finances.

Baron, contrôleur de l'administration de l'armée.

Berthoud, conseiller référendaire de 2^e classe à la cour des comptes.

H. Boissard, inspecteur des finances.

Boulmer, inspecteur général des colonies.

Brouillet, auditeur de 2^e classe à la cour des comptes.

A. Brunet, inspecteur des finances.

Cardin, inspecteur des finances.

Celier, auditeur de 2^e classe au conseil d'Etat.

Chalandon, auditeur de 1^{re} classe au conseil d'Etat.

Fl. Chardon, maître des requêtes au conseil d'Etat.

Du Chaffaut, inspecteur des finances.

Chevalier, ingénieur du génie maritime.

De Chomereau, inspecteur des finances.

Debre, auditeur de 2^e classe au conseil d'Etat.

Delaporte, conseiller référendaire de 2^e classe à la cour des comptes.

Delseries, inspecteur des finances.

Doublet, auditeur de 1^{re} classe au conseil d'Etat.

Duval, ingénieur en chef à la société nationale des chemins de fer français.

Escoubé, auditeur de 1^{re} classe à la cour des comptes.

Favier, auditeur de 1^{re} classe à la cour des comptes.

Fayol, inspecteur des finances.

Fontaine, ingénieur en chef des ponts et chaussées.

De Font-Réaulx, auditeur de 1^{re} classe au conseil d'Etat.

De Forbin, auditeur de 1^{re} classe à la cour des comptes.

Fouan, maître des requêtes au conseil d'Etat.

R. Gaspard, ingénieur en chef des ponts et chaussées.

Giguët, ingénieur en chef des ponts et chaussées.

Giscard d'Estaing, maître des requêtes au conseil d'Etat.

Gregg, inspecteur des finances.

Hamelin, conseiller référendaire de 2^e classe à la cour des comptes.

Mannoit, auditeur de 1^{re} classe au conseil d'Etat.
 Heilbronner, auditeur de 1^{re} classe au conseil d'Etat.
 Janet, ingénieur des ponts et chaussées.
 Landron, auditeur de 1^{re} classe au conseil d'Etat.
 Le Conte, auditeur de 1^{re} classe à la cour des comptes.
 Lefas, maître des requêtes au conseil d'Etat.
 Leloup, maître des requêtes au conseil d'Etat.
 Lemaire, ingénieur des ponts et chaussées.
 Leprince-Ringuet, ingénieur des postes et télégraphes.
 Leroy-Jay, auditeur de 2^e classe au conseil d'Etat.
 De Lesquen, contrôleur adjoint de l'administration de l'aéronautique.
 Lorain, conseiller référendaire de 2^e classe à la cour des comptes.
 Louvel, inspecteur général des services administratifs.
 Lucius, auditeur de 1^{re} classe au conseil d'Etat.
 Maccoite de Sainte-Marie, inspecteur des finances.
 Marcus, conseiller référendaire de 1^{re} classe à la cour des comptes.
 Merveilleux-du-Vignaux, auditeur de 1^{re} classe à la cour des comptes.
 Millot, contrôleur de l'administration de l'armée.
 De Monsegou, maître des requêtes au conseil d'Etat.
 Morane, ingénieur des ponts et chaussées.
 E. Mourre, inspecteur des finances.
 Netter, ingénieur des ponts et chaussées.
 Olive, auditeur de 2^e classe au conseil d'Etat.
 Priem, conseiller référendaire de 1^{re} classe à la cour des comptes.
 Racine, auditeur de 2^e classe au conseil d'Etat.
 Redouin, inspecteur des finances.
 F. Richard, inspecteur des finances.
 Salatin, inspecteur des finances.
 Sarraz-Bournet, inspecteur général des services administratifs.
 Savin, conseiller référendaire de 1^{re} classe à la cour des comptes.
 Suquet, inspecteur général des ponts et chaussées.
 Terrin, contrôleur de 1^{re} classe de la marine.
 Tetreau, maître des requêtes au conseil d'Etat.
 Tezenas du Montcel, inspecteur des colonies.
 Thibaud, ingénieur des mines.
 De Thore, conseiller référendaire de 1^{re} classe à la cour des comptes.
 De Tinguy du Pouët, auditeur de 2^e classe au conseil d'Etat.
 Valensi, auditeur de 1^{re} classe au conseil d'Etat.
 Walter, conseiller référendaire de 2^e classe à la cour des comptes.
 Willier, conseiller référendaire de 2^e classe à la cour des comptes.
 Ziegel, ingénieur en chef du génie maritime.

Ces rapporteurs seront, dans les cinq jours, répartis par arrêté du président du conseil et du ministre des finances entre les divers ministères, services, établissements publics, etc., etc. Les missions pourront comprendre en outre, en qualité de conseillers techniques, des fonctionnaires en activité ou en retraite dépendant des ministères ou services intéressés.

Art. 2. — Le président du comité de réorganisation administrative est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Paris, le 12 décembre 1933.

*Le président du conseil, ministre
de la défense nationale et de
la guerre,*

ÉDOUARD DALADIER.

Le ministre des finances,

PAUL REYNAUD.

LOIS ET DECRETS

Comité de réorganisation administrative.

Le président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre, et le ministre des finances,

Sur la proposition du comité de réorganisation administrative;

Vu le décret-loi du 12 novembre 1938,

Arrêtent:

Art. 1^{er}. — Sont désignés pour faire partie des missions constituées auprès du comité de réorganisation administrative et pour lui présenter des rapports:

MM.

Ardant, inspecteur des finances.
Auboyneau, inspecteur des finances.
Baron, contrôleur de l'administration de l'armée.
Berthoud, conseiller référendaire de 2^e classe à la cour des comptes.
H. Boissard, inspecteur des finances.
Boulmer, inspecteur général des colonies.
Brouillet, auditeur de 2^e classe à la cour des comptes.
A. Brunet, inspecteur des finances.
Cardin, inspecteur des finances.
Cellier, auditeur de 2^e classe au conseil d'Etat.
Chalandon, auditeur de 1^{re} classe au conseil d'Etat, à la cour des comptes.
Fl. Chardon, maître des requêtes au conseil d'Etat.
Du Chaffaut, inspecteur des finances.
Chevalier, ingénieur du génie maritime.
De Chomereau, inspecteur des finances.
Debre, auditeur de 2^e classe au conseil d'Etat.
Delaporte, conseiller référendaire de 2^e classe à la cour des comptes.
Deiseries, inspecteur des finances.
Doublet, auditeur de 1^{re} classe au conseil d'Etat.
Duval, ingénieur en chef à la société nationale des chemins de fer français.
Escoubé, auditeur de 1^{re} classe à la cour des comptes.
Favier, auditeur de 1^{re} classe à la cour des comptes.
Fayol, inspecteur des finances.
Fontaine, ingénieur en chef des ponts et chaussées.
De Font-Réaulx, auditeur de 1^{re} classe au conseil d'Etat.
De Forbin, auditeur de 1^{re} classe à la cour des comptes.
Fouan, maître des requêtes au conseil d'Etat.
R. Gaspard, ingénieur en chef des ponts et chaussées.
Gignet, ingénieur en chef des ponts et chaussées.
Giscard d'Estaing, maître des requêtes au conseil d'Etat.
Grehg, inspecteur des finances.
Hamelin, conseiller référendaire de 2^e classe à la cour des comptes.
Hannotin, auditeur de 1^{re} classe au conseil d'Etat.
Heilbronner, auditeur de 1^{re} classe au conseil d'Etat.
Janet, ingénieur des ponts et chaussées.
Landron, auditeur de 1^{re} classe au conseil d'Etat.
Le Conte, auditeur de 1^{re} classe à la cour des comptes.
Lefas, maître des requêtes au conseil d'Etat.
Leloup, maître des requêtes au conseil d'Etat.
Lemaire, ingénieur des ponts et chaussées.

Leprince-Ringuet, ingénieur des postes et télégraphes.
Leroy-Jay, auditeur de 2^e classe au conseil d'Etat.
De Lesquen, contrôleur adjoint de l'administration de l'aéronautique.
Lorain, conseiller référendaire de 2^e classe à la cour des comptes.
Louvel, inspecteur général des services administratifs.
Lucius, auditeur de 1^{re} classe au conseil d'Etat.
Marcotte de Sainte-Marie, inspecteur des finances.
Marcus, conseiller référendaire de 1^{re} classe à la cour des comptes.
Merveilleux-du-Vignaux, auditeur de 1^{re} classe à la cour des comptes.
Millot, contrôleur de l'administration de l'armée.
De Monsegou, maître des requêtes au conseil d'Etat.
Morane, ingénieur des ponts et chaussées.
E. Mourre, inspecteur des finances.
Netter, ingénieur des ponts et chaussées.
Ollive, auditeur de 2^e classe au conseil d'Etat.
Priem, conseiller référendaire de 1^{re} classe à la cour des comptes.
Racine, auditeur de 2^e classe au conseil d'Etat.
Redouin, inspecteur des finances.
F. Richard, inspecteur des finances.
Saladin, inspecteur des finances.
Sarraz-Bournet, inspecteur général des services administratifs.
Savin, conseiller référendaire de 1^{re} classe à la cour des comptes.
Suquet, inspecteur général des ponts et chaussées.
Terrin, contrôleur de 1^{re} classe de la marine.
Tetreau, maître des requêtes au conseil d'Etat.
Tezenas du Montcel, inspecteur des colonies.
Thibaud, ingénieur des mines.
De Thore, conseiller référendaire de 1^{re} classe à la cour des comptes.
De Tinguy du Pouët, auditeur de 2^e classe au conseil d'Etat.
Valensi, auditeur de 1^{re} classe au conseil d'Etat.
Walter, conseiller référendaire de 2^e classe à la cour des comptes.
Willier, conseiller référendaire de 2^e classe à la cour des comptes.
Ziegel, ingénieur en chef du génie maritime.

Ces rapporteurs seront, dans les cinq jours, répartis par arrêté du président du conseil et du ministre des finances entre les divers ministères, services, établissements publics, etc., etc. Les missions pourront comprendre en outre, en qualité de conseillers techniques, des fonctionnaires en activité ou en retraite dépendant des ministères ou services intéressés.

Art. 2. — Le président du comité de réorganisation administrative est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Paris, le 12 décembre 1938.

*Le président du conseil, ministre
de la défense nationale et de
la guerre,*
EDOUARD DALADIER.

Le ministre des finances,
PAUL REYNAUD.

LOIS ET DECRETS (p. 13071)

MINISTERE DES FINANCES

Décret nommant les membres du comité de réorganisation administrative.

Comité de réorganisation administrative.

Le Président de la République française,
Vu le décret du 12 novembre 1938 relatif
à la réorganisation administrative,

Décète:

Art. 1^{er}. — Sont nommés membres du
comité de réorganisation administrative
créé par l'article 1^{er} du décret du 12 no-
vembre 1938 relatif à la réorganisation ad-
ministrative:

M. Brin (Pierre-Marie), président de cham-
bre à la cour des comptes.

M. Villard (René), directeur à l'adminis-
tration centrale des finances, en service dé-
taché.

M. Rosset (Théodore), directeur de l'en-
seignement supérieur au ministère de
l'éducation nationale.

M. Toutée (Jean), maître des requêtes
au conseil d'Etat.

Est nommé secrétaire général du même
comité:

M. Boissard (Adéodat), chef du service
des prestations en nature au ministère des
finances.

Art. 2. — Le président du conseil, mi-
nistre de la défense nationale et de la
guerre, et le ministre des finances sont
chargés, chacun en ce qui le concerne, de
l'exécution du présent décret, qui sera
publié au *Journal officiel* de la République
française.

Fait à Paris, le 17 novembre 1938.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République:
*Le président du conseil, ministre
de la défense nationale et de
la guerre,*

ÉDOUARD DALADIER.

Le ministre des finances,
PAUL REYNAUD.

LOIS ET DECRETS (p. 13042)

921
DECRET nommant le président du comité de réorganisation administrative.

Comité de réorganisation administrative.

Le Président de la République française,
Vu le décret du 12 novembre 1938 relatif
à la réorganisation administrative,

Décète:

Art. 1^{er}. — Est nommé président du
comité de réorganisation administrative
créé par l'article 1^{er} du décret du 12 no-
vembre 1938, M. Pichat (Georges), prési-
dent honoraire du conseil d'Etat.

Art. 2. — Le président du conseil, mi-
nistre de la défense nationale et de la
guerre, et le ministre des finances sont
chargés, chacun en ce qui le concerne, de
l'exécution du présent décret, qui sera
publié au *Journal officiel*.

Fait à Paris, le 16 novembre 1938.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République:
*Le président du conseil, ministre
de la défense nationale et de la
guerre,*

ÉDOUARD DALADIER.

Le ministre des finances.

PAUL REYNAUD.

Lois Et Décrets (Page 1997)

Ministère des Finances

DÉCRET relatif au Comité de réorganisation administrative

MINISTÈRE DES FINANCES

Comité de réorganisation administrative.

Le Président de la République française,
Sur le rapport du ministre des finances,
Vu le décret-loi du 12 novembre 1938
relatif à la réorganisation administrative;
Vu l'article 9 de la loi du 18 octobre
1919,

Décète:

Art. 1^{er}. — Il peut être attribué aux rapporteurs désignés pour faire partie des missions constituées auprès du comité de réorganisation administrative, en vue de leur tenir compte forfaitairement des frais qu'ils sont appelés à exposer pour l'exercice de leur mission à Paris et dans le département de la Seine, une indemnité dont le taux est fixé par arrêté du ministre des finances, sur proposition du président du comité, dans la limite d'un maximum de 250 fr. par mois.

Art. 2. — Le montant de l'indemnité visée à l'article précédent pourra être porté à 500 fr. pour trois rapporteurs affectés au secrétariat général du comité de réorganisation administrative.

Art. 3. — Le ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* et aura effet à compter du 1^{er} janvier 1939.

Fait à Paris, le 11 février 1939.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République:
Le ministre des finances,
PAUL REYNAUD.

Extrait de la loi de finances du 31 Décembre 1938

art 61 relatif à la réorganisation administrative
(Modification au Décret-loi du 12 Novembre 1938)

Art. 61. — Les dates du 31 décembre 1939 et du 1^{er} janvier 1940 prévues aux premier et deuxième alinéas de l'article 5 du décret du 12 novembre 1938 relatif à la réorganisation administrative sont remplacées par celles du 30 septembre 1939 et du 1^{er} octobre 1939.

Les décrets visés au premier alinéa de l'article 5 susvisé seront rendus en conseil des ministres.

Le premier alinéa dudit article 5 est en outre complété ainsi qu'il suit :

« Aucun de ces décrets ne pourra entraîner une augmentation de dépense, en particulier par des créations d'emplois nouveaux ».

910
EXTRAIT DU JOURNAL OFFICIEL DES 12-13 NOVEMBRE 1938

LOIS ET DECRETS (p.12888)

REFORMES ET ECONOMIES

Décret relatif à la réorganisation administrative

Loi du 12-11-38

912

Décret relatif à la réorganisation administrative.

RAPPORT

AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Paris, le 12 novembre 1933.

Monsieur le Président,

Depuis le début de ce siècle, les attributions de l'Etat se sont profondément transformées et cette évolution n'a fait que croître depuis quelques années. A sa mission ancienne, qui était d'assurer l'ordre intérieur, la justice, la défense nationale, et la paix à l'extérieur, se sont ajoutées, notamment, dans l'ordre économique et dans l'ordre social, des tâches nouvelles. Des problèmes sans cesse plus complexes ont également modifié le travail traditionnel de la puissance publique.

Cette évolution exige une adaptation des rouages administratifs. Notre organisation administrative française remonte dans ses principes au début du dix-neuvième siècle. Depuis lors, des services se sont ajoutés, d'autres ont été supprimés, des changements profonds ont été apportés à la structure de la fonction publique, à l'organisation et au fonctionnement des grands services d'intérêt général. Mais il faut remarquer qu'à aucun moment le cadre administratif général de la nation n'a été reconstruit d'une façon logique. Des réformes ont été entreprises, mais, sans exception, elles ont toujours été partielles et, par là, insuffisantes. La valeur des fonctionnaires n'est pas en cause. La compétence, le dévouement des agents de la République sont hors de pair. Mais leurs efforts se heurtent à une organisation vieillie.

Reformer l'administration française, rechercher exactement quelle est sa mission, rechercher ensuite quelles sont les meilleures méthodes pour qu'elle puisse la remplir; cette tâche est aussi utile qu'urgente.

Mais, en même temps, elle est longue et, en quelques jours, même en quelques semaines, on ne peut songer à la mener à bien. Il faut plusieurs mois d'une pensée réfléchie et longuement méditée.

Nous avons estimé qu'il convenait de créer un organisme assuré de pouvoir travailler pendant trois années, organisme composé d'un petit nombre de hauts fonctionnaires et de personnalités qui puissent consacrer le meilleur de leur activité à l'étude et à la solution de certains des problèmes les plus angoissants. Nous avons donc prévu la constitution d'un comité de réorganisation administrative composé de cinq membres chargés, pendant trois ans, de proposer toutes les réformes jugées utiles.

Ce comité, grâce à des rapporteurs peu nombreux et qui pourront se consacrer à leur travail, aura tout pouvoir pour rechercher et obtenir les éléments d'information. Les propositions qu'il fera au cours de l'année 1939 pourront, jusqu'à la fin de cette année, faire l'objet de textes, quelles que soient les dispositions législatives en vigueur. Au cours des années suivantes, le comité veillera à l'exécution des décisions prises à la suite de ses avis. Il pourra également, par des propositions de lois ou de décrets, achever son œuvre, dont la partie la plus urgente, espérons-le, aura été accomplie.

Il paraît nécessaire de prévoir immédiatement une mesure qui ne préjuge en rien des conclusions auxquelles aboutira le comité, mais qui est de nature à faciliter sa tâche: la suspension partielle du recrutement des fonctionnaires. Une disposition spéciale indique que le comité, dès sa constitution, devra établir un programme de limitation du recrutement des fonctionnaires et agents de l'Etat, des administrations, des établissements publics et des services concédés.

Tel est l'objet du décret que nous avons l'honneur de soumettre à votre haute sanction.

Veuillez agréer, monsieur le Président, l'hommage de notre profond respect.

Le président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre,

ÉDOUARD DALADIER.

Le ministre des finances,
PAUL REYNAUD.

Le Président de la République française,

Sur le rapport du président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre et du ministre des finances,

Vu la loi du 5 octobre 1938 accordant au Gouvernement les pouvoirs pour réaliser le redressement immédiat de la situation économique et financière du pays;

Le conseil des ministres entendu,

Décète:

TITRE I^{er}

du Président

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Art. 1^{er}. — Un comité de réorganisation administrative est constitué. Il est composé de cinq membres nommés par décret sur la proposition du président du conseil et du ministre des finances.

Un secrétaire général est désigné dans les mêmes conditions.

Art. 2. — La mission de ce comité est de proposer toutes les mesures de réorganisation administrative jugées utiles, il aura pour charge notamment d'améliorer:

1^o L'organisation et le fonctionnement des administrations centrales et des services extérieurs;

2^o L'organisation et le fonctionnement des sociétés concessionnaires de services publics et des sociétés d'économie mixte;

3^o La situation financière des collectivités locales;

4^o L'organisation et le fonctionnement de tous les services publics chargés d'assurer l'armement militaire, naval et aérien

de la nation. Il peut étendre son contrôle aux sociétés privées travaillant pour la défense nationale.

Art. 3. — La tâche d'informer le comité et de lui présenter des conclusions est confiée à des rapporteurs nommés sur la proposition du comité par arrêté du président du conseil et du ministre des finances.

Ces rapporteurs auront tout pouvoir pour inspecter ces services et ces sociétés et pour prendre connaissance des pièces justificatives et des documents utiles à leur mission.

Art. 4. — Les membres ^(pourrait être) et le secrétaire général du comité ~~sont~~ mis en service détaché ou hors cadres, s'ils sont choisis parmi des fonctionnaires en activité. Leur rémunération et tous les frais de fonctionnement du comité seront imputés sur des crédits ouverts par décret au budget du ministère des finances pour l'exercice 1938, et par la loi de finances pour les exercices ultérieurs.

Art. 5. — Jusqu'au 31 décembre 1939, les décrets contresignés par le président du conseil et par le ministre des finances pourront, nonobstant toutes dispositions législatives contraires, édicter, après avis des ministres intéressés, des mesures de réorganisation administrative à la suite des propositions établies par le comité.

Le comité sera chargé de veiller à l'exécution des mesures prises par ce décret. Il pourra, en outre, à partir du 1^{er} janvier 1940, présenter au ministre des finances et au président du conseil, les propositions de lois jugées nécessaires.

Avant le 1^{er} janvier 1942, un projet de loi déterminera les conditions dans lesquelles le comité sera supprimé ou rendu permanent.

Art. 6. — Dans un délai de trois mois, à dater de sa constitution, le comité de réorganisation administrative devra établir un programme de limitation du recrutement des fonctionnaires, agents, ouvriers ou employés, titulaires ou auxiliaires des administrations, services, offices et établissements de l'Etat.

Ce programme de limitation devra s'appliquer aux départements, communes, établissements publics, services concédés de l'Etat et des collectivités publiques, aux régies et aux compagnies de navigation maritimes ou aériennes subventionnées. Ce programme devra s'étendre sur une durée de trois ans.

Art. 7. — Le programme établi par le comité de réorganisation administrative sera mis en vigueur par un décret contresigné du président du conseil, du ministre des finances et des ministres intéressés.

Art. 8. — Les dispositions du programme de limitation du recrutement cesseront d'être appliquées dans les services réorganisés à la suite des avis du comité, visés à l'article 5 ci-dessus.

En outre, des dérogations exceptionnelles pourront être accordées, après avis du comité, par décret contresigné par le président du conseil et le ministre des finances.

Art. 9. — Le présent décret sera soumis à la ratification des Chambres, conformément aux dispositions de la loi du 5 octobre 1938.

Art. 10. — Le président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre, le ministre des finances et les ministres intéressés sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 12 novembre 1938.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République:

*Le président du conseil, ministre
de la défense nationale et de la
guerre,*

ÉDOUARD PALADIER.

Le ministre des finances,

PAUL REYNAUD.

910
EXTRAIT DU JOURNAL OFFICIEL DES 12-13 NOVEMBRE 1938

LOIS ET DECRETS (p.12888)

REFORMES ET ECONOMIES

Décret relatif à la réorganisation administrative

du 12-11-38

Décret relatif à la réorganisation administrative.

RAPPORT

AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Paris, le 12 novembre 1938.

Monsieur le Président,

Depuis le début de ce siècle, les attributions de l'Etat se sont profondément transformées et cette évolution n'a fait que croître depuis quelques années. A sa mission ancienne, qui était d'assurer l'ordre intérieur, la justice, la défense nationale, et la paix à l'extérieur, se sont ajoutées, notamment, dans l'ordre économique et dans l'ordre social, des tâches nouvelles. Des problèmes sans cesse plus complexes ont également modifié le travail traditionnel de la puissance publique.

Cette évolution exige une adaptation des rouages administratifs. Notre organisation administrative française remonte dans ses principes au début du dix-neuvième siècle. Depuis lors, des services se sont ajoutés, d'autres ont été supprimés, des changements profonds ont été apportés à la structure de la fonction publique, à l'organisation et au fonctionnement des grands services d'intérêt général. Mais il faut remarquer qu'à aucun moment le cadre administratif général de la nation n'a été reconstruit d'une façon logique. Des réformes ont été entreprises, mais, sans exception, elles ont toujours été partielles et, par là, insuffisantes. La valeur des fonctionnaires n'est pas en cause. La compétence, le dévouement des agents de la République sont hors de pair. Mais leurs efforts se heurtent à une organisation vieillie.

Reformer l'administration française, rechercher exactement quelle est sa mission, rechercher ensuite quelles sont les meilleures méthodes pour qu'elle puisse la remplir: cette tâche est aussi utile qu'urgente.

Mais, en même temps, elle est longue et, en quelques jours, même en quelques semaines, on ne peut songer à la mener à bien. Il faut plusieurs mois d'une pensée réfléchie et longuement méditée.

Nous avons estimé qu'il convenait de créer un organisme assuré de pouvoir travailler pendant trois années, organisme composé d'un petit nombre de hauts fonctionnaires et de personnalités qui puissent consacrer le meilleur de leur activité à l'étude et à la solution de certains des problèmes les plus angoissants. Nous avons donc prévu la constitution d'un comité de réorganisation administrative composé de cinq membres chargés, pendant trois ans, de proposer toutes les réformes jugées utiles.

Ce comité, grâce à des rapporteurs peu nombreux et qui pourront se consacrer à leur travail, aura tout pouvoir pour rechercher et obtenir les éléments d'information. Les propositions qu'il fera au cours de l'année 1939 pourront, jusqu'à la fin de cette année, faire l'objet de textes, quelles que soient les dispositions législatives en vigueur. Au cours des années suivantes, le comité veillera à l'exécution des décisions prises à la suite de ses avis. Il pourra également, par des propositions de lois ou de décrets, achever son œuvre, dont la partie la plus urgente, espérons-le, aura été accomplie.

Il paraît nécessaire de prévoir immédiatement une mesure qui ne préjuge en rien des conclusions auxquelles aboutira le comité, mais qui est de nature à faciliter sa tâche: la suspension partielle du recrutement des fonctionnaires. Une disposition spéciale indique que le comité, dès sa constitution, devra établir un programme de limitation du recrutement des fonctionnaires et agents de l'Etat, des administrations, des établissements publics et des services concédés.

Tel est l'objet du décret que nous avons l'honneur de soumettre à votre haute sanction.

Veuillez agréer, monsieur le Président, l'hommage de notre profond respect.

Le président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre,

ÉDOUARD DALADIER.

Le ministre des finances,
PAUL REYNAUD.

Le Président de la République française,

Sur le rapport du président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre et du ministre des finances,

Vu la loi du 5 octobre 1938 accordant au Gouvernement les pouvoirs pour réaliser le redressement immédiat de la situation économique et financière du pays;

Le conseil des ministres entendu,

Décète:

TITRE I^{er}

x d'un Président

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Art. 1^{er}. — Un comité de réorganisation administrative est constitué. Il est composé de cinq membres nommés par décret sur la proposition du président du conseil et du ministre des finances.

Un secrétaire général est désigné dans les mêmes conditions.

Art. 2. — La mission de ce comité est de proposer toutes les mesures de réorganisation administrative jugées utiles, il aura pour charge notamment d'améliorer:

1^o L'organisation et le fonctionnement des administrations centrales et des services extérieurs;

2^o L'organisation et le fonctionnement des sociétés concessionnaires de services publics et des sociétés d'économie mixte;

3^o La situation financière des collectivités locales;

4^o L'organisation et le fonctionnement de tous les services publics chargés d'assurer l'armement militaire, naval et aérien

de la nation. Il peut étendre son contrôle aux sociétés privées travaillant pour la défense nationale.

Art. 3. — La tâche d'informer le comité et de lui présenter des conclusions est confiée à des rapporteurs nommés sur la proposition du comité par arrêté du président du conseil et du ministre des finances.

Ces rapporteurs auront tout pouvoir pour inspecter ces services et ces sociétés et pour prendre connaissance des pièces justificatives et des documents utiles à leur mission.

Art. 4. — Les membres ^(pourront être) et le secrétaire général du comité ~~seront~~ mis en service détaché ou hors cadres, s'ils sont choisis parmi des fonctionnaires en activité. Leur rémunération et tous les frais de fonctionnement du comité seront imputés sur des crédits ouverts par décret au budget du ministère des finances pour l'exercice 1938, et par la loi de finances pour les exercices ultérieurs.

Art. 5. — Jusqu'au 31 décembre 1939, les décrets contresignés par le président du conseil et par le ministre des finances pourront, nonobstant toutes dispositions législatives contraires, édicter, après avis des ministres intéressés, des mesures de réorganisation administrative à la suite des propositions établies par le comité.

Le comité sera chargé de veiller à l'exécution des mesures prises par ce décret. Il pourra, en outre, à partir du 1^{er} janvier 1940, présenter au ministre des finances et au président du conseil, les propositions de lois jugées nécessaires.

Avant le 1^{er} janvier 1942, un projet de loi déterminera les conditions dans lesquelles le comité sera supprimé ou rendu permanent.

Art. 6. — Dans un délai de trois mois, à dater de sa constitution, le comité de réorganisation administrative devra établir un programme de limitation du recrutement des fonctionnaires, agents, ouvriers ou employés, titulaires ou auxiliaires des administrations, services, offices et établissements de l'Etat.

Ce programme de limitation devra s'appliquer aux départements, communes, établissements publics, services concédés de l'Etat et des collectivités publiques, aux régies et aux compagnies de navigation maritimes ou aériennes subventionnées. Ce programme devra s'étendre sur une durée de trois ans.

Art. 7. — Le programme établi par le comité de réorganisation administrative sera mis en vigueur par un décret contresigné du président du conseil, du ministre des finances et des ministres intéressés.

Art. 8. — Les dispositions du programme de limitation du recrutement cesseront d'être appliquées dans les services réorganisés à la suite des avis du comité, visés à l'article 5 ci-dessus.

En outre, des dérogations exceptionnelles pourront être accordées, après avis du comité, par décret contresigné par le président du conseil et le ministre des finances.

Art. 9. — Le présent décret sera soumis à la ratification des Chambres, conformément aux dispositions de la loi du 5 octobre 1938.

Art. 10. — Le président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre, le ministre des finances et les ministres intéressés sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 12 novembre 1938.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République:

*Le président du conseil, ministre
de la défense nationale et de la
guerre,*

ÉDOUARD DALADIER.

Le ministre des finances,

PAUL REYNAUD.